



VILLE de RODEZ

ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public - Evènement
 installation de occupation commerciale du domaine public -
 BOULEVARD GALLY
 Le 21 juin 2026

VP 2026-AV-0213

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire),

VU l'article R. 610-5 du Code Pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

VU la demande en date du 15/06/2026 par laquelle BICHETTE RESTAURANT demeurant 1 BOULEVARD GALLY 12000 RODEZ demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public :

- installation de occupation commerciale du domaine public BOULEVARD GALLY,

VU la délibération du Conseil Municipal n°2026-068 du 29 avril 2026, fixant les tarifs 2026 de la Ville de Rodez,

VU l'arrêté municipal AG 2026-0500 en date du 13 avril 2026 portant délégation de signature à Serge JULIEN en sa qualité de 10e adjoint,,

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale,,

ARRÊTE**Article 1**

BICHETTE RESTAURANT est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, et sous réserve de l'obtention d'un arrêté de circulation le cas échéant, à occuper le domaine public, conformément à sa demande et selon les conditions suivantes :

- Le 21/06/2026, 16h00 à 00h00, **installation de occupation commerciale du domaine public sur le trottoir**
 - Surface occupée en m² : 30 mètre(s) carré(s)

Article 2

Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur le lieu de l'évènement.

Article 3

Les piétons seront dirigés sur le trottoir en face de l'évènement. BICHETTE RESTAURANT est chargé de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues aux manuels de chantier (éditions SETRA).

BICHETTE RESTAURANT devra laisser libre les voies de circulation et devra s'assurer du respect de la libre circulation de tous véhicules.

En cas de non respect de celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

Article 4 - Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

| | Période de calcul | Occupation | Localisation(s) | Nature | Tarif | PU | Unité | Quantités | Montant |
|------------------------|-------------------|---------------|-----------------|--|--|-----|-----------------------------|-----------|--------------|
| Redevance d'occupation | le 21/06/2026 | Le 21/06/2026 | BOULEVARD GALLY | installation de occupation commerciale du domaine public | Redevance pour chaussée ou trottoir occupé | 0,2 | par jour par m ² | 30 1 | 6,00 |
| Droit fixe | - | | | | Forfait permission de voirie | 20 | | | 20,00 |
| Montant total | | | | | | | | | 26,00 |

Article 5

Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Article 6

Les organisateurs devront prendre toutes les mesures de prévention et de sécurisation nécessaires afin d'être conforme aux exigences du plan Vigipirate en vigueur au moment de la tenue de l'évènement.

Article 7

La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

Article 8

Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Police Nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale.

Fait à Rodez, le 15 JUIN 2026
Pour le Maire,
et par délégation

Serge JULIEN

DIFFUSION :

- BICHETTE RESTAURANT

Pour le Maire
Et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe des Services



[Signature]
Julie MARECHAL

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté

Transmis en Préfecture le **15 JUIN 2026**
Publié le **15 JUIN 2026**